



Conseil d'administration

312^e session, Genève, novembre 2011

GB.312/PFA/INF/1

Section du programme, du budget et de l'administration

PFA

POUR INFORMATION

Contributions volontaires et dons

Aperçu

Résumé

Ce document fournit une liste détaillée des dons en faveur des programmes d'activités pratiques qui ont été acceptés depuis septembre 2009. Les dons reçus pour les activités de coopération technique n'y sont pas inclus.

Unité auteur

Services financiers (FINANCE).

Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence

GB.306/PFA/2.

Contributions volontaires et dons

1. A sa 151^e session (février-mars 1962), le Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à accepter, selon qu'il le jugerait approprié, les dons en espèces ou en nature que les gouvernements, les organisations gouvernementales et non gouvernementales ou les particuliers pourraient offrir en faveur des programmes d'activités pratiques de l'OIT à condition que ces dons n'entraînent pas d'obligations financières pour les Membres de l'Organisation. Les larges pouvoirs ainsi accordés au Directeur général ont étendu l'autorisation que le Conseil d'administration lui avait donnée à sa 130^e session (novembre 1955) et qu'il avait confirmée à sa 138^e session (février-mars 1958). A sa 251^e session (novembre 1991), le Conseil d'administration a autorisé le Directeur général à accepter, lorsqu'il le jugerait approprié, les dons en espèces ou en nature offerts par des gouvernements, des organisations gouvernementales et non gouvernementales ou des particuliers, étant entendu que ces dons n'entraîneraient pas d'obligations financières pour les Membres de l'Organisation et que le détail des dons acceptés par le Directeur général serait périodiquement porté à la connaissance du Conseil d'administration.
2. Le détail des dons acceptés par le Directeur général a été communiqué pour la dernière fois au Conseil d'administration en novembre 2009¹. Les dons en faveur des programmes d'activités pratiques qui ont été acceptés depuis lors sont énumérés en annexe. Ces donations n'incluent pas les dons reçus pour les activités de coopération technique.

Genève, le 24 août 2011

Document soumis pour information

¹ Document GB.306/PFA/2.

Annexe

Dons en faveur des programmes d'activités pratiques

Donateur	Montant	Date	Objet
Gouvernement de l'Inde	800 000 roupies indiennes (17 216 dollars)	Octobre 2009 et février 2011	Pour financer l'étude <i>Assessing the coverage and effectiveness of national efforts to provide quality maternity protection</i> .
Gouvernement de l'Uruguay	2 millions de pesos uruguayens (90 601 dollars)	Novembre 2009	Pour effectuer un examen en vue de la création d'une unité ministérielle, la <i>Dirección Nacional de Seguridad Social</i> .
<i>Secretaría General Iberoamericana</i> (SEGIB)	105 728 euros (156 403 dollars)	Novembre 2009	Pour financer l'organisation de la troisième Réunion des partenaires sociaux ibéro-américains, qui s'est tenue à Lisbonne les 24-25 novembre 2009.
Gouvernement du Chili	20 millions de pesos chiliens (40 000 dollars)	Janvier 2010	Pour financer la mise à jour de l'étude sur la situation des microentreprises et des petites entreprises au Chili.
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	3 000 euros (4 518 dollars)	Janvier 2010	Pour le cofinancement de la publication <i>Strengthening Migration Governance – Implementation of OSCE commitments related to migration by OSCE participating States</i> .
Confédération japonaise des syndicats (JTUC-RENGO)	8 millions de yens (89 706 dollars)	Janvier et juillet 2010	Pour le financement de l'Atelier régional OIT/RENGO/JILAF sur les droits syndicaux, les normes du travail et l'amélioration de la productivité en Afrique, qui s'est tenu à Accra, Ghana du 1 ^{er} au 5 mai 2010 et à Alger du 21 au 25 novembre 2011.
Syndicat NTT du Japon (<i>Nippon Telegraph and Telephone</i>)	1 million de yens (11 186 dollars)	Juillet 2010	Pour le financement des activités du BIT concernant le travail des enfants au Japon.
Association fédérale allemande pour la sécurité et la santé au travail (Basi)	870 euros (1 310 dollars)		
Messe Düsseldorf GmbH	23 433 euros (31 450 dollars)	Entre septembre 2009 et juillet 2011	Pour le financement de la conférence internationale biennale «Appliquer des normes mondiales de sécurité et de santé au travail», organisée conjointement par l'OIT, Messe Düsseldorf et l'Association fédérale allemande pour la sécurité et la santé au travail (Basi), qui s'est tenue à Düsseldorf, Allemagne, en février 2011.
Congrès international sur la santé et la sécurité au travail	2 780 euros (4 052 dollars)		
Fraport AG	5 000 euros (7 153 dollars)		

Donateur	Montant	Date	Objet
Gouvernement du Chili	12 605 500 pesos chiliens (23 783 dollars)	Décembre 2010	Pour le financement de l'étude <i>Decent Work in Chile Solidario and components, with links to labour market.</i>
Confédération suisse	30 000 francs suisses (32 538 dollars)	Avril 2011	Pour participer au financement du développement et de l'élaboration d'un modèle d'exposition pour le projet du Centenaire de l'OIT.
Gouvernement de la Trinité-et-Tobago	951 170 dollars de la Trinité-et-Tobago (150 630 dollars)	D'août 2009 à juin 2011	Pour couvrir 30 pour cent des frais de location du bureau de l'OIT à Port of Spain.
Gouvernement de l'Allemagne	Deux contributions de 50 000 euros (137 853 dollars)	Janvier 2010 et janvier 2011	Pour financer une partie des frais de location des locaux de l'OIT à Berlin.
Gouvernement de la France	Deux contributions de 76 225 euros (311 640 dollars)	Avril 2010 et juillet 2011	Pour financer les coûts de fonctionnement du bureau de l'OIT à Paris.

Les bureaux de l'OIT suivants sont installés dans des locaux mis à disposition gratuitement par les pays hôtes: Abuja (Nigéria), Ankara (Turquie), Beyrouth (Liban), Budapest (Hongrie), Dakar (Sénégal) ¹, Koweït (Koweït), Lisbonne (Portugal), Madrid (Espagne), Rome (Italie) et Yaoundé (Cameroun). Ont également été mis à disposition gratuitement par les pays hôtes les locaux des coordinateurs nationaux suivants: Belgrade (Serbie), Bichkek (Kirghizistan), Bucarest (Roumanie), Chisinau (République de Moldova), Erevan (Arménie), Kiev (Ukraine), Minsk (Biélorus), Sofia (Bulgarie) et Tirana (Albanie). Le gouvernement du Nigéria accueille le directeur du bureau de l'OIT à Abuja dans un logement privé.

En outre, un certain nombre de plaques et d'objets décoratifs ont été donnés au Bureau.

¹ Jusqu'en janvier 2011.